**Éphémérides G.L. – Semaine du 10 au 16 mai 2010**

**RESUME : En RDC, dans la foulée d’une visite des quinze membres du Conseil de sécurité à Kinshasa, on se dirige vers un retrait progressif des casques bleus qui pourraient quitter le pays à la fin 2011 et non au mois d’août 2011 comme initialement demandé par le gouvernement : les membres du Conseil soulignent toutefois que le critère du retrait de la MONUC, dont la mission serait reconfigurée dans le sens de la « reconstruction » et la « stabilisation » du pays, devrait être la capacité des autorités à assurer la sécurité (**[**RDC\_1**](#RDC_1)**) (**[**RDC\_2**](#RDC_2)**) (**[**RDC\_3**](#RDC_3)**) (**[**RDC\_3\_1**](#RDC_3_1)**).**

**La situation sécuritaire reste en effet toujours préoccupante au Kivu où sévit à la fois le banditisme, les exactions des bandes armées de toutes sortes et de l’armée régulière. Au Sud Kivu, un minibus a été attaqué sur la route Uvira-Bukavu par des hommes armés non-identifiés (**[**RDC\_6**](#RDC_6)**). Mais l’insécurité prévaut surtout dans les régions d’Uvira, de Fizi et des hauts plateaux où le FDLR commet des tueries, des braquages et des vols à main armée tandis que les FARDC sont accusées d’exactions (**[**RDC\_7**](#RDC_7)**) (**[**RDC\_9**](#RDC_9)**) : sur les hauts plateaux, un groupe d’auto-défense composé d’une centaine de jeunes s’est constitué (**[**RDC\_10**](#RDC_10)**). En territoire de Shabunda, les FDLR ont enlevé 45 personnes qui ont été finalement libérées par l’armée (**[**RDC\_11**](#RDC_11)**) (**[**RDC\_13**](#RDC_13)**). Dans l’agglomération de Fizi toutefois, le calme est revenu après des affrontements opposant Maï-Maï et FARDC le mois dernier (**[**RDC\_12**](#RDC_12)**). Au Nord Kivu, plus de 70 familles sont déplacées à Beni où elles ont fui les ratissages des FARDC et les attaques Maï-Maï (**[**RDC\_5**](#RDC_5)**), tandis de rebelles ougandais du NALU ont pillé des villages proches de cette agglomération (**[**RDC\_8**](#RDC_8)**) et que quatre véhicules ont été attaqués par des hommes armés dans la même région (**[**RDC\_13\_1**](#RDC_13_1)**). Toujours au Nord Kivu, on notera le lancement d’un projet pilote dans le carré minier de Bisye en territoire de Walikale : ce projet vise à « clarifier » la chaîne d’approvisionnement de la cassitérite (**[**RDC\_4**](#RDC_4)**).**

**Pour ce qui regarde l’Equateur, où la situation sécuritaire s’améliore selon un porte-parole des FARDC (**[**RDC\_15**](#RDC_15)**), le chef des insurgés Enyele se serait rendu aux autorités du Congo-Brazzaville et n’aurait pas été capturé par la population de l’Equateur comme l’affirmait le ministre congolais des Communications (**[**RDC\_14**](#RDC_14)**). Des négociations auraient lieu entre les deux pays pour son extradition (**[**RDC\_16**](#RDC_16)**). Par ailleurs, le procès de 36 inculpés dans l’insurrection des Enyele a débuté à Mbandaka (**[**RDC\_17**](#RDC_17)**).**

**Enfin, à Kinshasa, des militaires ont fait feu sur les manifestants d’une église qui réclamaient la libération d’un des leurs : on dénombre un mort et plusieurs blessés (**[**RDC\_18**](#RDC_18)**).**

**Dans le domaine politique, la question de la création des nouvelles provinces, qui auraient du être instituées ce mois de mai, a été au-devant de l’actualité. Tandis que des pourparlers avaient lieu entre le Premier ministre et les parlementaires de la Province Orientale sur l’érection de nouvelles entités dans cette région (**[**RDC\_20**](#RDC_20)**), la société civile de la province appuie les députés de l’Ituri qui veulent proclamer leur autonomie administrative (**[**RDC\_19**](#RDC_19)**). Par ailleurs à Bunia, le dispositif sécuritaire a été renforcé et une marche pour la création immédiate de la province a été interdite (**[**RDC\_21**](#RDC_21)**). De leur côté, 25 députés du Bas-Uélé ont proclamé le « démarrage effectif » de leur province (**[**RDC\_25\_2**](#RDC_25_2)**).**

**L’affaire de la création des 26 nouvelles provinces, qui coûterait quelque 3 milliards $ selon certaines sources (**[**RDC\_22**](#RDC_22)**), a été évoquée à l’Assemblée nationale où des députés ont réclamé un chronogramme précis de la part du gouvernement (**[**RDC\_24**](#RDC_24)**). Ce dernier a confirmé à ce propos l’irréversibilité du processus qui, selon lui, aurait été retardé par les négociations avec les institutions de Bretton Woods dans le cadre du PPTE : toutefois, les ministres des Communications et de la Décentralisation insistent sur le caractère « rationnel » qui doit présider à la création des nouvelles provinces (**[**RDC\_25\_1**](#RDC_25_1)**). On signalera aussi que le Sénat s’est finalement rallié au projet de loi sur la CENI voté par l’assemblée et qui ne prévoit ni représentation des ONG, ni assemblée plénière (**[**RDC\_23**](#RDC_23)**) et que la motion de censure contre le gouvernement a été régulièrement déposée à l’Assemblée nationale (**[**RDC\_25**](#RDC_25)**).**

**Dans le domaine de la justice, le millier de magistrats en formation dans la capitale déplorent les très mauvaises conditions de vie auxquelles ils sont astreints (**[**RDC\_26**](#RDC_26)**).**

**En matière économique, une société sud-africaine, partenaire de la Gécamines a vendu ses parts à une société chinoise, ce que le ministre congolais des mines désapprouve (**[**RDC\_27**](#RDC_27)**). Par ailleurs, une plate-forme britannique encourage le gouvernement congolais à renégocier ses contrats avec deux compagnies pétrolières, contrats qui octroient des bénéfices excessifs à ces sociétés et feraient perdre quelque dix milliards à la RDC (**[**RDC\_28**](#RDC_28)**).**

**Dans le domaine de la coopération internationale, l’Union européenne a consenti un don de 400 millions d’euros pour des projets en matière de santé, de commerce et de décentralisation (**[**RDC\_29**](#RDC_29)**).**

**Au Burundi, le Représentant du Secrétaire général des N.U. est « prudemment optimiste » sur la réussite des élections qui doivent se tenir tout prochainement (**[**BUR\_1**](#BUR_1)**), tandis que le président de la commission électorale affirme que la campagne se déroule bien (**[**BUR\_2**](#BUR_2)**). Toutefois, Human Rights Watch affirme que le parti FNL et le parti au pouvoir multiplient les violences : un membre du parti MSD, ancien journaliste critique à l’égard du pouvoir, a été tué par des hommes armés tandis qu’un membre du FNL aurait été battu à mort par des partisans du CNDD (**[**BUR\_3**](#BUR_3)**).**

**En Ouganda, l’opposition va présenter un projet de loi qui restreindra la durée du mandat présidentiel et empêchera le président actuel, au pouvoir depuis 24 ans, de se représenter l’an prochain (**[**OUG\_1**](#OUG_1)**). L’opposition exige aussi la présentation au Parlement d’un rapport qui serait accablant sur les malversations de certains dirigeants en place (**[**OUG\_2**](#OUG_2)**). Enfin, Human Rights Watch a publié un rapport dénonçant les menaces qui pèsent sur la liberté d’expression dans le pays (**[**OUG\_3**](#OUG_3)**).**

**Au Rwanda, le président Kagame n’a aucun doute sur la victoire de son parti aux élections prochaines (**[**RWA\_1**](#RWA_1)**).**

**Dans le domaine de la justice, un ancien directeur de publication a été condamné à la réclusion à perpétuité par un tribunal gacaca (**[**RWA\_2**](#RWA_2)**). Par ailleurs, le tribunal militaire a reporté d’un mois sa décision sur la demande de libération de Laurent Nkunda (**[**RWA\_3**](#RWA_3)**). Enfin, des enquêteurs norvégiens et français se trouvent à Kigali pour mener des investigations sur la présence de génocidaires dans leurs pays respectifs (**[**RWA\_4**](#RWA_4)**).**

**Dans le domaine de la coopération internationale, l’Union européenne a octroyé au Rwanda plus de 70 millions d’euros pour des programmes d’infrastructures et de gouvernance et de justice (**[**RWA\_5**](#RWA_5)**).**

**Dans le domaine des relations extérieures, le chef de l’opération Turquoise, le général Lafourcade, regrette dans un ouvrage récemment publié que la France ait renoué avec Kigali sans qu’aient été démenties les accusations de génocide portées contre elle (**[**RWA\_6**](#RWA_6)**).**

**BURUNDI**

**Vie politique…**

***(******[BUR\_1](#BUR_1)) Conseil de Sécurité – 10/5***

Le Représentant exécutif du Secrétaire général et Chef du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB), M. Charles Petrie, a affiché, ce matin devant le Conseil de sécurité, son « optimisme prudent » 11 jours avant le début d’un marathon électoral qui se déroulera jusqu’au mois de septembre prochain, et a invité la communauté internationale à ne pas relâcher son engagement « afin que les gains réalisés soient irréversibles ».

Le Burundi, a déclaré M. Petrie, s’apprête à donner « un exemple extraordinaire de maturité politique ». « Un pays qui était jusqu’à une date récente en proie à la violence interne est, nous l’espérons, sur le point de prouver comment un gouvernement démocratiquement élu peut remplacer un autre », a-t-il affirmé.

*Lire la déclaration entière sous :*

<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2010/CS9921.doc.htm>

***(******[BUR\_2](#BUR_2)) ABP – 13/5***

La campagne électorale pour le scrutin communal, lancée le 5 mai 2010 par décret présidentiel se déroule bien dans le respect mutuel entre politiciens de diverses tendances engagés dans la compétition, a déclaré mardi M. Pierre Claver Ndayicariye, président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

M. Ndayicariye, qui s’adressait aux différents partenaires impliqués de près ou de loin dans le processus électoral, a précisé que la campagne électorale a bien débuté par des conseils et messages très encourageants des plus hautes autorités du pays. Cependant, comme aspect négatif relevé, il a pointé du doigt « quelques militants trop zélés » qui sont aussitôt ramenés à l’ordre par les forces de sécurité.

*Lire l’article complet sous :*

<http://binub.turretdev.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1054&Itemid=1>

***(******[BUR\_3](#BUR_3)) Reuters – 14/5***

Burundi's security forces fired teargas on Friday to disperse about 200 people protesting against the death of an opposition activist as political tensions grow before elections starting next week.

A police spokesman, Pierre Ntarabaganyi, confirmed that a member of the Movement for Solidarity and Democracy party (MSD) had been shot dead and an investigation was underway. Neighbours of the victim, 27-year-old Eddy Munezero, said he was killed by two gunmen as he returned home after campaigning for the party in Burundi's capital Bujumbura.

An international human rights organisation said political violence before local and national ballots which start next week risked jeopardising the central African nation's efforts to build a multiparty democracy after years of civil war. "The violence, if left unchecked, could set back Burundi's notable strides toward peace and multiparty democracy after years of civil war," New York-based Human Rights Watch said in a report on Friday.

A local rights group, Ligue Iteka, said that earlier in the campaigning an FNL member was beaten to death in the country's north by youths aligned with the ruling CNDD-FDD party.

The MSD's leader is a former journalist called Alexis Sinduhije. He has been harsh critic of the way the government deals with dissent. He said the police were holding 10 party members in different police stations across the country.

Human Rights Watch said the ruling party and FNL had a hand in most of the violence that it had observed and the police had failed to carry out proper investigations in many cases. "The situation is already extremely tense, with a number of party militants armed and ready to resort to violence to intimidate their rivals," HRW said.

**OUGANDA**

**Vie politique…**

***(******[OUG\_1](#OUG_1)) Reuters – 12/5***

Uganda's opposition will present a bill seeking to amend the constitution to reinstate presidential term limits, a move that would stop the incumbent leader vying again if successful, an opposition member said.

Erias Lukwago, the shadow attorney general and justice minister, told Reuters late on Tuesday the opposition was planning to table the bill as soon as the speaker would allow it to be slotted into parliament's Order Paper. "The bill will mainly be seeking to restore the two-term limit on incumbency, reform of the electoral commission and removal of the army representatives from parliament," he said.

If passed it would prevent Museveni, who has already served for 24 years, seeking re-election. It would also compel the president to seek the opposition's opinion before appointing senior leaders of the electoral commission, a measure the opposition hopes will make the body more independent.

A two five-year presidential term limit was introduced in Uganda's constitution in 1995 to check leaders' inclinations to cling to power. President Museveni, however, argued the term limits were an obstacle for a popular leader.

In 2005, he successfully rallied members of his party to scrap the limits. Museveni is only ineligible to stand when he turns 75 years. He is thought to be around 66 years old.

Although initially lauded as a visionary and transformative leader who revived Uganda's economy and restored political stability, Museveni has lately come under intense international censure for increasingly authoritarian rule and over corruption.

Lukwago said the opposition had consulted amongst Museveni's ruling National Resistance Movement (NRM) party and expected to marshal significant bipartisan support for the bill. Nearly two thirds by the parliament is made up of NRM. "Well, we know it will be difficult to pass this bill because the NRM always prefers to demonstrate their numbers in the House rather than serve the country's interests," he said. "But what is important is that even if they defeat it we'll have made an effort in the right direction."

***(******[OUG\_2](#OUG_2)) AFP – 13/5***

L'opposition ougandaise a exigé jeudi la présentation au parlement d'un rapport accablant sur des accusations de malversations commises lors du sommet du Commonwealth de 2007 à Kampala, où plusieurs dirigeants du pays seraient impliqués.

Initialement prévue mardi, la présentation aux députés de ce rapport n'avait finalement pas eu lieu, suscitant la fureur de l'opposition, des incidents avec des policiers et des suspensions de séance. Rien n'a été diffusé non plus mercredi, avec une nouvelle suspension des débats, et ce malgré les assurances du patron des députés de la majorité, Daudi Migereko, selon lequel "personne au gouvernement n'essaie de bloquer le rapport". "Nous poussons de toutes nos forces pour qu'il soit diffusé aujourd'hui" (jeudi), a déclaré à l'AFP un responsable de l'opposition, spécialiste des finances publiques, Okello Oduman.

Ce document, rédigé par un panel de parlementaires de la majorité et de l'opposition, détaille des malversations présumées --notamment des surfacturations-- portant sur près de 25 millions de dollars, lors du sommet du Commonwealth organisé en 2007 à Kampala. Il accuse nommément plusieurs hauts responsables du pays d'être impliqués dans ces détournements, dont le vice-président, les ministres des Affaires étrangères, de la sécurité, et plusieurs autres membres du Cabinet du président Yoweri Museveni.

L'opposition doute de la volonté du parti au pouvoir de laisser rendre publiques de telles accusations. "Les gens mentionnés dans ce rapport sont parmi les plus puissants du gouvernement. Ils ne peuvent pas permettre qu'il soit présenté au Parlement", a dit un porte-parole du Forum pour le changement démocratique (FDC, opposition).

**Justice, Droits de l’homme…**

***(******[OUG\_3](#OUG_3)) Les Afriques – 12/5***

Human Rights Watch a souligné dans un rapport, publié lundi 3 mai, que la liberté d'expression est en danger en Ouganda.

Cette organisation soutient que les membres du parti au pouvoir, y compris des représentants du gouvernement, menacent et intimident les journalistes dans le but de juguler les critiques contre le gouvernement.

Intitulé « Un champ de mines des médias : les menaces croissantes à la liberté d'expression en Ouganda », le document revient sur les affaires pénales en cours contre 39 journalistes et animateurs. Il indique que tant que les médias ougandais sont sur un niveau superficiel, ils jouissent d'une latitude considérable, mais dès qu'ils s'investissent dans le véritable journalisme libre et indépendant, ils passent sous la menace.

*Lire le rapport sous :*

<http://www.hrw.org/node/90067>

**RDC**

**Sécurité, Armée….**

***(******[RDC\_1](#RDC_1)) Reuters – 10/5***

The United Nations will pull 2,000 peacekeepers out of Congo by end-June but propose that the remaining 20,000 leave only when security improves, France's ambassador to Congo said on Monday.

"We are going to answer the Congolese government's demand for a progressive withdrawal of MONUC," French envoy Pierre Jacquemot told Reuters in an interview. "This will take the form of the withdrawal of 2,000 troops by June 30, and then a progressive disengagement based on the evolution of the security risk facing the country."

Jacquemot said the United Nations was likely to propose that those security risks and benchmarks for further withdrawal be assessed by a joint U.N.-Congo commission. The full proposal will be delivered to President Joseph Kabila's goverment by a French-led delegation of the United Nations Security Council during a visit on May 15, pending approval of all the members of the delegation, he said.

Congolese government spokesman Lambert Mende confirmed Congo would accept the withdrawal of 2,000 peacekeepers by the end of June. "That is a proposition that has been accepted by both sides," he said. But he said he could not comment on whether the government would accept the U.N.'s conditions for further withdrawal.

Jacquemot was speaking in the northeastern town of Kisangani on his way to tour areas affected by rebels of the Ugandan Lord's Resistance Army further north. He said MONUC may be renamed to include an "S" in the acronym as the organisation is refocused on security and stabilization. "The mission of 'MONUSCO' will be focused on essential tasks: the protection of the population and the stabilization of peace," he said.

***(******[RDC\_2](#RDC_2)) AFP – 14/5***

Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU est arrivée vendredi à Kinshasa pour discuter jusqu'à samedi de l'avenir de la mission onusienne en RD Congo (Monuc), dont les autorités congolaises demandent le retrait total d'ici août 2011, a-t-on appris de source onusienne.

Arrivée peu avant 14h00 (17H00, heure de Bruxelles), la délégation, forte de 15 membres et emmenée par l'ambassadeur de France Gérard Araud, doit notamment rencontrer le Premier ministre Adolphe Muzito, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et des ONG internationales. Elle s'entretiendra samedi avec le président Joseph Kabila à Inga, à 250 km au sud-ouest de Kinshasa, dans la province du Bas-Congo, où le chef de l'Etat est en déplacement. Elle s'y rendra en hélicoptère.

Kinshasa a réclamé un retrait total d'ici août 2011 de la Monuc, la plus importante force de maintien de la paix avec quelque 20.000 soldats, mais la majorité des membres du Conseil de sécurité jugent cette date prématurée. Les discussions de la délégation avec les autorités congolaises devraient porter notamment sur la reconfiguration du nouveau mandat de la Monuc, dont l'actuel expire fin mai, et sur le calendrier de son retrait.

*Lire aussi sous :*

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFLDE64D1WD20100514?sp=true>

***(******[RDC\_3](#RDC_3)) AFP – 15/5***

Le gouvernement congolais a annoncé vendredi qu'il souhaitait voir les soldats de l'ONU se retirer progressivement de la République démocratique du Congo (RDC) à partir du 30 juin prochain jusqu'à fin décembre 2011, et non août 2011 comme il le souhaitait jusqu'ici.

Cette annonce a été faite à l'issue d'un entretien à Kinshasa entre le Premier ministre et une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU, arrivée le jour-même pour discuter de l'avenir de la Mission onusienne en RDC (Monuc), la plus importante force de maintien de la paix avec quelque 20.000 soldats.

"À propos du retrait de la Monuc, le gouvernement souhaite que cela se fasse de façon progressive dans les 18 mois à dater du 30 juin 2010 jusqu'au 31 décembre 2011", précise un communiqué des services du Premier ministre Adolphe Muzito.

Kinshasa souhaitait jusque-là voir la totalité des Casques bleus plier bagages d'ici au 31 août 2011 au plus tard, avec un premier départ de 2.000 soldats autour du 30 juin prochain, date à laquelle l'ex-Congo belge fêtera le cinquantenaire de son indépendance. La majorité des membres du Conseil de sécurité avait jugé cette date - août 2011 - prématurée.

Le communiqué évoque par ailleurs "un consensus" sur la "transformation" de la Monuc, dont le mandat actuel s'achève le 31 mai, d'une "mission de maintien de la paix à celui d'une mission chargée de la stabilisation et la consolidation de la paix".

*Lire aussi sous :*

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFLDE64E0D120100515>

***(******[RDC\_3\_1](#RDC_3_1)) Radio Okapi – 16/5***

La visite de deux jours de la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies en RDC s’est clôturée samedi. Selon l’ambassadeur français Gérard Araud qui a conduit cette mission, le gouvernement congolais n’a pas demandé le retrait de la Monuc, mais la reconfiguration de son mandant. Des précisions données au cours d’une conférence de presse après la rencontre, le même samedi, à Inga, dans le Bas-Congo, avec le président Joseph Kabila. « La situation a changé sur le terrain. Il faut, donc, que les missions de la Monuc, la configuration de la Monuc, correspondent à cette nouvelle situation sur le terrain », a expliqué le diplomate onusien samedi au cours d’une conférence de presse à Kinshasa.

La situation dans le domaine de la sécurité s’est améliorée, a dit l’ambassadeur Araud tout en indiquant que celle-ci demeure fragile et les groupes armés subsistent. En dehors de la fragilité de la situation sécuritaire, le Conseil de sécurité pense qu’il faut également « travailler vers plus de stabilisation et plus de construction de l’Etat congolais. »

Gérard Arnaud a explicité cette position: « Je pense, il y a un accord profond entre les autorités congolaises et le Conseil de sécurité pour dire que lorsqu’il y aura départ de la Monuc, il faut que ce départ se fasse dans les meilleures conditions. C’est cet objectif que nous poursuivons ensemble. Pour que ça se fasse dans les meilleures conditions, nous devons avoir un dialogue constant sur la base de la situation sur le terrain. Et cela, les autorités congolaises en sont d’accord. Il ne s’agit pas d’être dirigé par un calendrier artificiel ou par des chiffres artificiels. Il s’agit se savoir, si dans tel endroit, la Monuc peut se retirer, parce que, derrière, les autorités congolaises vont assurer la sécurité de la population. »

La délégation du Conseil de sécurité était composée de 28 personnes dont les 15 membres permanents.

Avant le rendez-vous du chef de l’Etat dans le Bas-Congo, elle a rencontré à Kinshasa le Premier ministre Adolphe Muzito, les présidents de deux chambres du Parlement, Evariste Boshab de l’Assemblée nationale et Léon Kengo wa Dondo du Sénat, ainsi que quelques délégués de la société civile.

* **Kivu**

***(******[RDC\_4](#RDC_4)) Radio Okapi – 9/5***

Le projet pilote sur la protection des minerais dans l’Est du Congo a été lancé officiellement, vendredi à Goma. Ce projet est une initiative de l’organisation « Initiative d’Itri pour la chaîne d’approvisionnement de l’étain » (ITSCI).

Selon les responsables de cette organisation, ce projet aidera, non seulement les creuseurs; mais aussi l’Etat congolais à mieux quantifier le volume de Coltan exploité dans la province du Nord-Kivu. Il va permettre ainsi la traçabilité des minerais du puits jusqu’aux centres de traitement.

 La carrière de Bisiye, en territoire de Walikale, a été choisie comme carrière pilote pour ce projet.

*Sur le résumé des initiatives en matière de contrôle de l’origine des minerais, voir sous :*

<http://congosiasa.blogspot.com/2010/05/conflict-minerals-summary-of.html>

*Sur les « minerais du sang » au Kivu, lire aussi sous :*

<http://www.pole-institute.org/site%20web/echos/echo133.htm>

***(******[RDC\_5](#RDC_5)) Radio Okapi – 10/5***

Septante sept familles de déplacés se trouvent en détresse à Beni. Ces familles viennent de Mandelia et de Ngumo, localités situées au sud-ouest du territoire de Lubero. Elles ont commencé à quitter leurs localités depuis une semaine, fuyant les opérations militaires de ratissage menées par les FARDC contre les Maï-Maï réfractaires dans ce secteur, selon leurs témoignages.

Ces déplacés trouvent refuge à Kantine, à environ 50 kilomètres à l’ouest de territoire de Beni. Leurs conditions de vie restent déplorables, selon les témoins sur place. De nombreux déplacés passent la nuit à la belle étoile. Certains sont logés dans des familles d’accueil tout aussi démunies.

À Kantine, une ONG locale d’encadrement des jeunes a recensé ces déplacés et leur a offert une première assistance. Cependant, les responsables de l’ONG se disent débordés face au nombre de déplacés toujours croissants. Ils ont lancé le week-end dernier un S.O.S aux autorités et aux organisations humanitaires pour renforcer l’assistance à ces familles des déplacés.

***(******[RDC\_6](#RDC_6)) Radio Okapi – 10/5***

Un minibus de l’Agence de voyage Arc en Ciel a été pris d’assaut par des hommes en uniforme au niveau des escarpements de Ngomo, le dimanche 9 mai dans la mi-journée. Une personne a été tuée et une autre blessée au cours de l’attaque, selon un rescapé. L’attaque de ce minibus transportant des passagers en provenance du territoire d’Uvira vers Bukavu est la deuxième en l’espace d’une semaine après celle d’un camion pillé le mardi 4 mai sur le même tronçon routier.

« Nous risquons de ne plus continuer à emprunter cette route si de telles attaques continuent. On préfère passer par le Rwanda malgré les taxes que nous payons. » C’est l’expression du mécontentement de certains conducteurs qui effectuent le trajet Bukavu-Uvira en passant par les escarpements de Ngomo. Ils ont pris la décision de transiter au Rwanda après l’attaque du minibus survenue le dimanche 9 mai.

Selon le porte-parole d’Amani Leo, les enquêtes sont ouvertes pour déterminer les responsabilités. D’après les témoignages de plusieurs chauffeurs postés au terminus de Major Vangu à la cellule Essence dans la commune d’Ibanda à Bukavu, il est difficile de faire la différence entre les militaires loyalistes et les agresseurs sur ce tronçon. ”On n’a confiance en personne, et cette confusion augmente nos appréhensions » déclarent-ils. Selon eux, les bandits mais aussi les militaires sont les auteurs de ces agressions.

Par ailleurs, le porte-parole des opérations Amani Leo, le capitaine Olivier Hamuli, a déclaré que les combattants FDLR, les démobilisés, et autres bandits portent des uniformes des FARDC lorsqu’ils attaquent les populations, raison pour laquelle, d’après lui, il ne faut pas imputer hâtivement ces attaques aux FARDC, mais attendre les résultats des enquêtes.

***(******[RDC\_7](#RDC_7)) Radio Okapi – 11/5***

Les autorités de la zone de santé de Mikenge, dans les hauts plateaux du secteur d’Itombwe, tirent la sonnette d’alarme. Selon elles, les populations de cette contrée ont déserté huit aires de santé de la place, fuyant l’insécurité croisée des combattants des Forces démocratiques pour libération du Rwanda (FDLR) et des militaires des Forces armées de la RDC (FARDC).

D’une part, ces populations fuient les attaques et les massacres commis par les rebelles rwandais des FDLR, et de l’autre, les exactions des FARDC en quête de nourriture. Le superviseur du Programme élargi de vaccination (PEV) à Mikenge, Philémon Ntaboba, l’explique : « Depuis le mois de janvier, nous avons au moins quatre formations sanitaires qui ont été dépouillées de tout matériel et de médicaments. Il s’agit notamment des centres de santé de Aleba, nous avons Tchakira, nous avons Kanogo, nous avons le centre de santé de Malingi, nous avons Epombo qui répond à Ngomyano, nous avons aussi Lubumba »

La population se trouve actuellement dans une situation désastreuse parce qu’elle est en brousse où il y a toujours la présence des FDLR qui commettent des exactions, précise ce fonctionnaire du ministère de la santé. Le personnel soignant a même déserté certaines aires de santé, d’après lui.

La zone de santé de Mikenge plaide pour le déploiement des FARDC disciplinées dans les aires de santé encore sous contrôle des FDLR et demande une prise en charge effective des militaires FARDC engagés dans les opérations contre les miliciens. Ces doléances ont été présentées en début du week-end à une équipe de la MONUC qui s’est rendue sur place.

***(******[RDC\_8](#RDC_8)) Radio Okapi – 11/5***

Des rebelles ougandais de l’ADF Nalu pillent les maisons de la population, emportent chèvres, argent et autres biens de valeur, selon les notables de la chefferie de Watalinga. Les localités les plus insécurisées sont celles de Bundikuya et de Babwisha, à environ 70 kilomètres au nord-est de Beni.

Certains ménages craignent pour leur sécurité. La psychose gagne les habitants qui commencent à fuir vers Chekeri, à 9 kilomètres de Mutwanga, chef-lieu du territoire de Ruwenzori.

Les rebelles ougandais passaient toujours par ces localités sans inquiéter les populations. Mais ces derniers jours, ils ravissent les biens des populations à leur passage, indiquent les notables.

Le président de la société civile territoire de Beni confirme lui aussi ses exactions et demande aux autorités de prendre les mesures adéquates pour prévenir le pire.

Pour sa part, l’administrateur du territoire de Beni ne confirme pas cette information. Il reconnaît toutefois que ces rebelles opèrent depuis plusieurs années dans ce coin. L’administrateur du territoire demande à la population de ne pas coopérer avec ces rebelles et d’aider les services de l’ordre à bien les traquer.

***(******[RDC\_9](#RDC_9)) Radio Okapi – 11/5***

Les ONG locales déplorent la recrudescence des cas de tueries, vols et braquages à main armée dans la région d’Uvira, Fizi et dans les hauts plateaux. Elles ont dénoncé la détention illégale des armes par des civils le lundi 10 mai lors d’une manifestation organisée dans le cadre de la semaine mondiale d’action contre la prolifération des armes légères.

Une campagne est lancée officiellement dans cette région du Sud Kivu depuis le lundi 10 mai. À travers les médias du Sud Kivu, ces ONG ont demandé aux détenteurs illégaux d’armes de les remettre aux autorités compétentes. Et au gouvernement congolais de ratifier le traité sur la traçabilité des armes légères au mois de juin prochain à New York.

Le représentant de cette coalition d’ONG, Joseph Mugereke Kisahira explique: “Bientôt il y aura une réunion biennale des Etats à New York du 14 au 18 juin 2010. Nous lançons un appel pressant à nos autorités de pouvoir ratifier ce traité sur le commerce des armes. Qu’on fasse le traçage et le marquage de ces armes de sorte que, s’il y a des crimes qui sont commis, qu’on sache repérer qui a commis ce crime-là.”

Il affirme qu’une enquête menée par son organisation pour le compte du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) a révélé que les armes circulent en grande quantité dans cette région. Cette prolifération d’armes est à l’origine des cas de vol à main armée, des assassinats, et de l’émergence des milices. “Tant qu’il y aura la circulation incontrôlée des armes parmi la population les activités du développement seront bloquées”, a estimé Joseph Mugereke.

Toujours dans le cadre de la semaine mondiale d’action contre la prolifération des armes légères, plusieurs forums et débats sont organisés à Uvira. Les autorités civiles et militaires locales ainsi que la société civile y participent.

***(******[RDC\_10](#RDC_10)) Radio Okapi – 12/5***

Une centaine de jeunes des hauts plateaux d’Uvira, au Sud-Kivu ont annoncé leur déploiement dans plusieurs villages comme combattants d’autodéfense populaire. Le mouvement s’appelle «Tusaidiane», (NDLR: aidons-nous, en swahili) et est déjà en action depuis une semaine dans certaines localités de ce territoire.

Ces jeunes se déploient dans les localités de Nabugera, Magunda, Masango et Chanzovu. Selon leur porte-parole, Joël Namunene, de l’ancien groupe armé Zabuloni, l’objectif est de défendre les populations civiles locales et leurs biens face aux attaques récurrentes des combattants rwandais Forces démocratiques pour la libération du Rwanda. En effet, l’initiative est consécutive à une attaque d’envergure perpétrée il y a deux semaines par des combattants FDLR en provenance de la forêt d’Itombwe.

D’après des habitants ayant fui ces combats, plus de 100 vaches et des biens de valeur ont été emportés à Magunda et à Maheta. La force d’autodéfense “Tusaidiane” aurait réussi, avec des armes blanches à déstabiliser les assaillants qui sont rentrés dans la forêt, selon les sources locales.

Par ailleurs, le groupe armé Zabuloni a dénoncé mardi l’absence des FARDC et de la police nationale dans les localités de hauts plateaux. « Nous voulons prendre la relève pour protéger la population et ses biens et ce, en attendant le déploiement des FARDC », a déclaré Joël Namunene. L’ordre a été donné -d’après la même source- aux anciens combattants Zabuloni qui attendent encore sur place leur intégration au sein de la police d’assurer le commandement de cette nouvelle force et d’encadrer ces jeunes.

De son côté, le commandant des opérations Amani Leo, le colonel Delphin Kahimbi, a souligné que les civils ne doivent pas se substituer à l’armée pour faire la guerre. Il a plutôt invité cette population à fournir des renseignements aux FARDC et à sensibiliser les FDLR vivant dans leurs milieux à rentrer chez eux.

***(******[RDC\_11](#RDC_11)) Radio Okapi – 12/5***

Des hommes armés identifiés comme des combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), sont sortis de la forêt lundi dernier et ont enlevé 45 personnes à Nyakakubwami, village situé entre les localités de Mukenge et Luchika, dans le territoire de Shabunda. L’information est livrée par les rescapés et rapportée par le président de l’Alovetraco, une association des transporteurs et camionneurs œuvrant sur cet axe.

Le président de l’Alovetraco a exprimé le ras-le-bol de la population pour cet énième enlèvement et l’insécurité qui règne sur cet axe. Selon lui et d’autres sources civiles, les victimes sont de petits commerçants qui allaient s’approvisionner en produits manufacturés à Bukavu.

Les rescapés indiquent que les personnes enlevées ont été conduites dans une forêt voisine de leur lieu d’enlèvement. Certaines d’entre elles ont réussi à s’échapper de mains de leurs ravisseurs.

Les populations de cette contrée vivent dans le désarroi face aux enlèvements répétés sur ce tronçon. Au mois d’avril, trois policiers et un agent de l’ANR (Agence nationale des renseignements), ont été enlevés sur la même route. Ce tronçon est pourtant incontournable pour l’approvisionnement des commerçants en produits manufacturés à Bukavu, selon la société civile.

La même source indique que la population victime d’attaques et d’exactions n’est pas en mesure de distinguer les éléments FDLR des FARDC. Ces habitants inquiets demandent à la Monuc de renforcer son appui à l’armée régulière.

Interrogé sur ces enlèvements et l’insécurité grandissante à Shabunda, le porte-parole des opérations Amani Leo a déclaré qu’il veut avant tout s’enquérir de la situation avant de prendre les mesures sécuritaires adéquates.

***(******[RDC\_12](#RDC_12)) Radio Okapi – 13/5***

La vie reprend progressivement son cours normal au chef-lieu du territoire de Fizi, un mois après les affrontements qui avaient opposé les FARDC aux combattants Maï-Maï Yakutumba. Selon les autorités territoriales de Fizi rencontrées sur place le mercredi 12 mai, près de 70 % des 30 000 déplacés de Fizi centre et ses environs sont retournés dans leurs villages.

Le gouvernement congolais a fourni de l’assistance à ces retournés. La mission du ministre congolais des Affaires sociales, humanitaires et de la solidarité nationale à Fizi centre a coïncidé avec une mission de la Mission de l’ONU en RDC (Monuc).

Le ministre Ferdinand Kambere a apporté un lot des vivres et non vivres, don du gouvernement aux retournés. Ce don comprend notamment du riz, du sucre, des casseroles et des bassins. L’assistance du gouvernement est arrivée à point nommé, ont déclaré les habitants de Fizi centre. En effet, beaucoup de retournés s’inquiétaient pour leur survie. Après leur fuite, leurs biens avaient été pillés.

L’administrateur du territoire assistant de Fizi a expliqué à la presse la démarche de sa juridiction pour convaincre les déplacés de rentrer: « Nous les avons sensibilisés à travers la radio communautaire Mungano de Fizi. Nous avons aussi envoyé les chefs des villages aller chercher les habitants dispersés dans la brousse pour qu’ils reviennent chez eux. »

Les déplacés encore réticents sont encouragés à rentrer pour recevoir l’assistance du gouvernement. Le chef de l’état-major du 43è secteur opérationnel des FARDC à Fizi centre poursuit la sensibilisation des retournés pour qu’à leur tour, ils relayent le même message aux déplacés réticents.

***(******[RDC\_13](#RDC_13)) Radio Okapi – 14/5***

Les éléments de la 511e brigade des FARDC Amani Leo ont libéré le jeudi 13 mai les 45 personnes enlevées le lundi dernier par les FDLR sur le pont Nyakakubwamià Shabunda, après de violents affrontements, indique le capitaine Olivier Hamuli, porte-parole des opérations Amani Leo. L’administrateur du territoire de Shabunda et d’autres sources indépendantes confirment cette information.

Les FARDC engagées dans les opérations « Amani Leo » ont poursuivi les assaillants jeudi, vers 9 heures du matin. De violents affrontements les ont opposés aux ravisseurs. Bilan : 7 FDLR tués, 4 armes individuelles, 2 panneaux solaires et une phonie ont été récupérés, a précisé le porte-parole.

Selon le capitaine Olivier Hamuli, les habitants des villages des otages ont renseigné les éléments de la 511e brigade sur les traces des ravisseurs. Les FARDC leur ont témoigné toute leur reconnaissance, indique la même source.

Toujours d’après des sources militaires, les 45 otages libérés étaient enlevés par les FDLR pour transporter la cassitérite que ces derniers avaient pillée dans une mine au Maniema.

***(******[RDC\_13\_1](#RDC_13_1)) Radio Okapi – 15/5***

Quatre véhicules et plusieurs motos ont été victimes d’un braquage de la part des hommes armés, vendredi 14 mai soir sur l’axe Mbau – Mandumbi, secteur Beni Mabu, à 30 kilomètres au nord de la ville de Beni au Nord-Kivu. L’opération a duré près de deux heures, indiquent la société civile du territoire de Beni et les autorités locales.

Ces hommes en armes ont réussi à dépouiller tous les biens des passagers, notamment: argent, téléphones et marchandises,  avant de s’en fuir dans la brousse. Ces camions des commerçants en provenance du marché de Mandumbi se rendaient à Oicha et dans la ville de Beni.

Plusieurs autres véhicules des commerçants ont dû passer la nuit à Mandumbi pour éviter de tomber dans cette embuscade. Et, ils n’ont pu quitter que vendredi matin vers leurs destinations respectives.

* **Équateur**

***(******[RDC\_14](#RDC_14)) AFP – 10/5***

Le chef des insurgés ayant attaqué en avril une ville dans le nord-ouest de la RDC s'est rendu le 4 mai aux forces de sécurité du Congo voisin, dans l'extrême nord et a été transféré à Brazzaville, a-t-on appris lundi de sources concordantes. Le chef des insurgés, Ondjani Mangbama (un jeune féticheur de 25 ans), "et quelques-uns de ses lieutenants se sont rendus à nous dans la localité de Mombendzelé, située à 95 kilomètres d'Impfondo", a assuré à l'AFP un responsable à la direction départementale de la police de la Likouala (extrême nord) sous couvert d'anonymat.

Ce responsable a ainsi confirmé une information rapportée au conditionnel par le quotidien pro-gouvernemental congolais "Les Dépêches de Brazzaville".

Ondjani Mangbama, "le chef des insurgés Enyelé, se trouverait à Brazzaville. (...) Des informations qui remontent d'Impfondo, chef-lieu de la Likouala, il ressort qu'Ondjani se serait volontairement rendu aux forces de sécurité de la République du Congo le 4 mai", écrit le journal qui ne cite aucune source officielle. "Les autorités des deux pays (Congo et RDC) n'ont pas réagi sur les circonstances de la reddition supposée d'Ondjani ni sur les tractations en vue de son éventuelle extradition vers son pays d'origine", poursuit-il.

Joint sur le sujet par l'AFP, le porte-parole du gouvernement congolais et ministre de la Communication, Bienvenu Okiemy, n'a pas souhaité faire de commentaire.

Le 5 mai, son homologue de la RDC, Lambert Mende, avait affirmé dans un communiqué publié à Kinshasa que le chef des insurgés avait été "livré à la police" après avoir été "capturé par la population" le 5 mai à Dongo, une localité de la RDC située au nord-ouest de la province de l'Equateur, au bord de la rivière Oubangui, frontière naturelle entre les deux Congo. "Il y a une autre version qui vient du Congo-Brazzaville. Je sais qu'il y a des conversations entre les deux (pays). Il y a un ministre congolais qui vient aujourd'hui (lundi) pour parler de ça ici (à Kinshasa). Nous attendons qu'il vienne pour communiquer", a déclaré lundi à l'AFP M. Mende.

***(******[RDC\_15](#RDC_15)) IRIN – 11/5***

Security is improving in Democratic Republic of Congo’s (DRC) Equateur province, where an insurgency rooted in a resource conflict pushed some 200,000 people in the marginalized region to flee their homes last year. But it will require more than an end to the violence for the trickle of returnees to turn into a torrent.

“It’s calm now. We have the situation under control,” Ndangobo Ngoy, a lieutenant-colonel in the DRC army, told IRIN in Dongo, an Equateur town that was attacked in October 2009, prompting almost its entire population, some 100,000 people, to take flight, mostly across the Ubangi river into the Republic of Congo (RoC). “The population is in an extreme state of fear, but they can come home now with no problem,” he added. Human rights activist Clement Moombo agreed: “War has left the area,” he told IRIN.

*Read tbe entire article under :*

<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=89088>

***(******[RDC\_16](#RDC_16)) Radio Okapi – 12/5***

Les autorités de Kinshasa et de Brazzaville discutent, depuis lundi 10 mai, sur les conditions d’extradition du chef spirituel des insurgés du Mouvement de Libération Indépendante des Alliés (MLIA), Udjani Mangbama. L’information a été confirmée par une source gouvernementale (RDC). Mais, du côté de Brazzaville, les autorités ne veulent pas se prononcer sur le sujet.

Les Dépêches de Brazzaville, un quotidien progouvernemental, indiquent que le jeune rebelle de 25 ans se trouve bel et bien à Brazzaville et que son extradition fait l’objet des tractations entre les deux gouvernements.

Selon plusieurs sources non-officielles et certaines autorités (à Brazzaville), ayant requis l’anonymat, Udjani a été transféré dans cette ville depuis le 5 mai par un avion spécial affrété par les autorités brazzavilloises.

Quant aux circonstances de sa capture, des sources policières à Imfondo, au nord de Brazzaville, affirment plutôt que le chef rebelle s’était rendu de lui-même, il y a une semaine, à la base militaire de Mombenzele, à quelque 95 kilomètres de cette ville. La police (du Congo-Brazzaville) s’est saisie de lui, de son garde du corps et de son épouse.

Une cinquantaine des rebelles qui l’accompagnaient sont restés sur cette base de Mombenzele en attendant de connaître leur sort.

***(******[RDC\_17](#RDC_17)) Radio Okapi – 13/5***

Les audiences publiques dans le procès des insurgés Enyele ont commencé le mercredi 12 mai au parc d’attraction Joseph Kabila dans la capitale de l’Equateur. L’audience de mercredi a consisté en l’identification des prévenus. 36 insurgés dont deux femmes sont passés à la barre. Ces accusés sont tous poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel contre le pouvoir établi.

Le collectif des avocats de la défense a sollicité une remise de 24 heures pour mieux s’imprégner de leurs dossiers.

Ces insurgés qui comparaissent devant le tribunal militaire de garnison de Mbandaka ont été arrêtés au lendemain de l’attaque de la ville par les rebelles du mouvement commandé par Udjani Mangbama.

* **Kinshasa**

***(******[RDC\_18](#RDC_18)) AFP – 11/5***

Un homme est mort par balle et plusieurs personnes ont été blessées mardi quand des militaires ont ouvert le feu au cours d'une manifestation de membres d'une église chrétienne à Kinshasa, a-t-on appris auprès d'une manifestante et du porte-parole du gouvernement de la RDC.

Une cinquantaine d'adeptes de "l'Eglise du Seigneur Jésus-Christ" s'étaient rassemblés en début d'après-midi devant l'Etat-major des renseignements militaires à Kinshasa, pour réclamer la libération de trois des leurs arrêtés lundi soir à l'aéroport de la capitale congolaise, selon Déborah Nkulu, l'une des manifestantes. "Nous venions leur demander des explications sur ces arrestations. Les militaires ont dit que c'étaient pour « raisons de sécurité », puis ont cherché à nous intimider en nous menaçant de mort, ont chargé leurs armes et ont commencé à tirer à bout pourtant sur les gens. C'était la panique totale", a-t-elle déclaré à l'AFP. "Un manifestant est mort après avoir été transporté à l'hôpital. Il y eu une dizaine d'autres blessés, dont certains graves", a-t-elle ajouté, précisant qu'elle était la fille du responsable de cette église, le pasteur Paul-Joseph Mukungubila Mutombo.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication et médias, Lambert Mende, a confirmé qu'un homme était mort lors de la manifestation qu'il a qualifiée de "provocation" et qui a "dégénéré". Selon lui les militaires "ont dû se replier et tirer en l'air" quand des manifestants "ont voulu pénétrer dans l'enclos" du bâtiment.

**Vie politique….**

***(******[RDC\_19](#RDC_19)) Radio Okapi – 12/5***

Dans un document signé mardi à Kisangani, la société civile de la Province Orientale, Socipo, fait un certain nombre de recommandations au président de la République, à l’Assemblée nationale, au gouvernement central ainsi qu’aux députés provinciaux. Elle demande au président de la République de s’impliquer pour maîtriser la situation. Elle souhaite également que soient prises des mesures politiques, administratives, sécuritaires, économiques et socioculturelles nécessaires pour mener à bon port cette entreprise.

René Sileki Lisaliko, vice-président de la société civile de la Province Orientale explique : « La société civile de la Province Orientale, conformément aux articles 2 et 226 de la constitution, appuie la démarche des députés provinciaux de l’Ituri. C’est une démarche constitutionnelle. Et nous trouvons légitime la réclamation de ces députés »

Toutefois, le vice-président de la Socipo fustige le manque de préparation dans la matérialisation de ce projet : « …Depuis 36 mois, alors qu’il y a eu un ministère de la Décentralisation institué par le gouvernement de la République, aucun préparatif, aucun effort allant dans le sens de la matérialisation des districts en provinces n’a été fait. Nous avons vu un grand danger qui conduirait à ce que nous avons appelé dans notre mémo, l’ingouvernabilité des provinces. Si aujourd’hui, l’Ituri accepte…, et le gouvernement ne dit rien jusque-là, il est muet, et si les autres districts emboîtent le pas, nous allons assister à l’ingouvernabilité des provinces. C’est pourquoi nous demandons au chef de l’Etat de s’impliquer en tant que garant de la nation pour maîtriser la situation ».

***(******[RDC\_20](#RDC_20)) Radio Okapi – 13/5***

Le Premier ministre et les parlementaires de la Province Orientale sont en pourparlers depuis le mercredi 12 mai au sujet de l’érection de nouvelles provinces en Province Orientale. Les parlementaires affirment qu’ils vont ériger quatre nouvelles provinces à la place de l’actuelle Province Orientale dans deux jours (le 15 mai) comme prévu par la constitution de la RDC. Le gouverneur de la Province Orientale, présent à Kinshasa pour les pourparlers avec le Premier ministre, appelle à la patience.

Dans une déclaration publiée le soir du mercredi 12 mai, tous les parlementaires du Bas Uélé sauf un seul, demandent au gouvernement central de se conformer à la constitution en érigeant le district du Bas Uélé en province d’ici deux jours. Ces élus, comme leurs collègues des districts de l’Ituri, du haut Uélé et de la Tshopo se réfèrent aux articles 2 et 226 de la constitution.

Pour le groupe du sénateur Florentin Mokonda, le gouvernement doit tenir compte de la volonté de la population qui a adopté la constitution par referendum. Ce groupe des sénateurs attendu du gouvernement l’application stricte de la constitution, c’est-à-dire l’érection des districts en provinces le 15 mai 2010. Ils condamnent également ce qu’ils appellent « le silence coupable » du gouvernement sur cette affaire.

Pour le gouverneur de la province orientale, le gouvernement ne s’oppose pas au principe de l’érection des nouvelles provinces, mais il faut encore attendre.

***(******[RDC\_21](#RDC_21)) Radio Okapi – 13/5***

Les dispositifs sécuritaires sont renforcés ce jeudi 13 mai dans la cité de Bunia (capitale de l’Ituri), à quarante-huit heures de la date du 15 mai. Les députés provinciaux originaires du district de l’Ituri tiennent à ériger ce district en province à cette date comme prévu par la constitution. Des policiers équipés de dispositifs anti-émeutes sont visibles à la tribune officielle de la cité de Bunia depuis ce jeudi matin. Ils sont postés à cet endroit pour empêcher toute manifestation favorable à l’érection du district de l’Ituri en province.

Une marche pacifique sollicitée par la communauté estudiantine pour célébrer « l’avènement » de la nouvelle province de l’Ituri a été interdite par les autorités pour raison de sécurité. À la place, les étudiants ont publié un communiqué de presse pour exprimer leur aspiration à une administration de proximité.

Sur les ondes des radios locales, des messages envoyés par des députés initiateurs de la déclaration se multiplient. Ces messages invitent la population à s’acheter des sifflets pour manifester leur joie vendredi à minuit dans un concert de bruit.

La plupart de ces députés provinciaux ont déjà annoncé à leurs élus de Bunia leur présence dans la capitale de l’Ituri au plus tard vendredi. Ils viendront à Bunia pour ne plus rentrer à Kisangani (la capitale de l’actuelle Province orientale), ont-ils annoncé.

***(******[RDC\_22](#RDC_22)) Radio Okapi – 13/5***

Plus de 3 milliards USD sont nécessaires pour créer et installer les vingt-six nouvelles provinces de la RDC comme prévu dans la constitution. Ces chiffres ont été publiés le jeudi 13 mai à Kinshasa par le ministre de l’Intérieur Adolphe Lumanu. La RDC ne dispose pas actuellement de ce financement. Ce qui va retarder le découpage territorial.

« Pour installer plus de 1000 entités territoriales décentralisées, l’enveloppe globale est estimée à 1 milliard 15 millions de dollars américains soit près de 1 million USD par entité », a indiqué Adolphe Lumanu.

Le budget global pour l’installation des nouvelles institutions provinciales est évalué à 2 milliards 365 millions USD, a précisé le ministre de l’Intérieur. Le gouvernement congolais doit au préalable réunir ce fonds pour envisager le découpage territorial.

Sur le plan juridique, le ministre de l’Intérieur a affirmé que les textes juridiques ne sont pas complets pour opérer le découpage territorial à l’heure actuelle. À ce sujet, il a indiqué que le président de la république a instruit le gouvernement « d’examiner en urgence la loi sur les limites des provinces et celle de la ville de Kinshasa ainsi que la loi sur la programmation de la décentralisation. »

Concernant la décision des parlementaires de l’Ituri d’ériger leur district en province le 15 mai, Adolphe Lumanu a déclaré: « L’Ituri ne peut pas se détacher seul de la Province Orientale sans compromettre le développement des trois autres provinces [qui doivent être créées]. Donc, l’idéal serait d’ériger simultanément les quatre districts en provinces. »

***(******[RDC\_23](#RDC_23)) Radio Okapi – 13/5***

La chambre haute du Parlement a adopté mercredi le rapport de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant organisation et fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Une résignation puisque c’est la version de la chambre basse qui, en définitive, est passée sans aucune harmonisation avec celle que préconisait le Sénat. Le prescrit de l’Assemblée nationale l’emporte sur celui du Sénat: la société civile ne siégera pas au sein de la Ceni. L’article 135 de la Constitution donne l’avantage à la chambre basse de statuer définitivement sur un projet de loi non adopté dans les termes identiques par la commission mixte ad hoc Sénat et Assemblée nationale.

Face à la détermination de l’Assemblée Nationale de faire valoir sa position, le Sénat ne pouvait que se résigner, disent les observateurs. Le président de la Commission politique, administrative et judiciaire de cette institution parlementaire a exprimé cette résignation. Le Sénat s’incline devant la chambre basse mais garde ses convictions, a-t-il déclaré au cours d’une conférence de presse.

Toussaint Ekombe a souligné que les divergences entre les deux chambres sur ce projet de loi portaient autant sur la forme que sur le fond. Sur la forme: la formulation du texte et l’agencement des idées. Et sur le fond: l’absence de la société civile dans la future Ceni alors qu’il s’agit d’une force (société civile) indéniable. En revanche, le Sénat est d’accord sur le nombre des membres qui doivent composer le bureau de la Ceni, estimant que la proposition est conforme à l’esprit de la Constitution, notamment celui de la représentativité.

***(******[RDC\_24](#RDC_24)) Radio Okapi – 14/5***

La question de l’installation des institutions politiques telle que prévue par la constitution, a été évoquée le jeudi 13 mai à l’Assemblée nationale, à deux jours du délai butoir. Les avis de députés divergent sur l’application de l’article 226 de la constitution.

Le président de la Commission politique, administrative et juridique de la chambre basse du Parlement a relevé le danger que court le pays à l’absence de l’application de l’article 226 de la Constitution. Cette disposition porte sur l’installation des institutions politiques provinciales de 26 nouvelles provinces.

Les nouvelles provinces ne seront pas effectives à dater du 15 mai prochain, date constitutionnelle. Tous les députés ou presque se sont mis à l’évidence : dans 48 heures, le retard ne sera pas comblé. Par conséquent, la constitution sera violée, la procédure étant longue.

À l’hémicycle du Palais du peuple, la majorité des députés nationaux imputent la responsabilité de ce retard au gouvernement. Gilbert Kiakwama, député de l’opposition, explique : « Nous n’avons plus le temps d’attendre. C’est depuis 36 mois, du haut de cette tribune, j’ai toujours reproché à ce gouvernement son immobilisme. »

Face au retard, certains députés proposent la présentation par le gouvernement d’un chronogramme précis de la mise en place de nouvelles provinces. Pour le Député Aubin Minaku, Il faut éviter que la mise en place de ces nouvelles provinces se fasse comme une insurrection: « Le dispositif de l’article 2 de la constitution est, pour nous, intangible. Deuxièmement, le 15 mai, c’est dans 48 heures. Devons-nous agir par voie insurrectionnelle ? Non. »

D’autres députés estiment par contre que les provinces existent du fait de la constitution. Il ne reste plus qu’à mettre en place leurs institutions politiques.

***(******[RDC\_25](#RDC_25)) Radio Okapi – 14/5***

L’opposition parlementaire a déposé ce vendredi 14 mai au cabinet du président de l’Assemblée nationale, une motion de censure contre le gouvernement d’Adolphe Muzito. Cette motion a réuni plus de 126 signatures exigées pour être déclarée recevable.

Certains députés de la majorité au pouvoir ont signé ce document. Il s’agit notamment des membres du courant « Rénovateur » de l’alliance de la majorité présidentielle, un courant dirigé par le député Albert Fabrice Puela.

Aux termes du règlement intérieur de l’Assemblée nationale, le débat général et le vote de cette motion ne peuvent avoir lieu que 48 heures après son dépôt. C’est donc à l’issue du débat que le vote pourra être organisé.

***(******[RDC\_25\_1](#RDC_25_1)) Radio Okapi – 15/5***

À l’issue du Conseil des ministres de vendredi à Kinshasa, le gouvernement congolais a confirmé l’irréversibilité du processus de décentralisation.Son porte-parole, Lambert Mende, a déclaré sur la télévision officielle (RTNC): « Le gouvernement) s’engage à exécuter le chronogramme d’installation de nouvelles provinces tel qu’il sera coulé en forme légale par la Parlement.»

 Lambert Mende lie le retard enregistré dans la mise en œuvre de ce processus aux exigences du nouveau programme que Kinshasa a conclu avec les institutions de Bretton Woods pour atteindre en 2010 l’initiative Pays pauvre très endettés (PTTE).

Le ministre Mende a ajouté : « Le gouvernement invite, en conséquence, la population à soutenir son approche rationnelle de la décentralisation gouvernementale. Le Gouvernement en appelle à la mobilisation des Congolaises et Congolais contre toute tentative d’instrumentation de cette question de délai dans la mise en œuvre de la décentralisation pour troubler une paix si chèrement acquise.»

*Lire aussi sous :*

<http://acpcongo.cd/index.php?option=com_content&task=view&id=8476&Itemid=56>

*Lire aussi la déclaration du ministre de la Décentralisation sous :*

<http://acpcongo.cd/index.php?option=com_content&task=view&id=8477&Itemid=28>

***(******[RDC\_25\_2](#RDC_25_2)) Radio Okapi – 15/5***

Vingt-cinq députés provinciaux sur les 96 que compte l’assemblée provinciale disent prendre acte, samedi 15 mai, du démarrage effectif de leurs provinces issues du découpage territorial. Ces députés, élus de quatre districts de cette province, ont rendu publique leur déclaration, samedi en début d’après-midi à l’assemblée provinciale à Kisangani.

Paulin Odiane, député élu du Bas-Uélé et porte-parole du groupe, a précisé:

 « Depuis l’installation de la dernière institution de la République, qui est le Sénat, jusqu’à ce jour, aucune disposition ou acte juridique contraire n’a été pris. De ce fait, prenons acte du démarrage effectif des provinces du Bas Uélé, Haut-Uélé, Ituri et de la Tshopo, issues du démembrement de la Province Orientale à dater de ce 15 mai 2010. Ainsi,  la Province Orientale, dans sa configuration actuelle y compris ses institutions, cesse d’exister.»

Ensuite, ces députés disent attendre du gouvernement central les mesures d’accompagnement de ces dispositions constitutionnelles.

**Justice, Droits de l’homme…**

***(******[RDC\_26](#RDC_26)) Radio Okapi – 10/5***

Les magistrats arrivés à Kinshasa depuis le 15 avril dernier pour une formation avant leur affectation affirment mener une vie difficile dans la capitale. Ils accusent le Conseil supérieur de la magistrature de les abandonner alors que selon eux, ce dernier devait les prendre en charge, selon le programme.

Les 1000 magistrats nouvellement recrutés suivent une formation de 3 mois dans la capitale avant leur affectation. Cependant, arrivés à Kinshasa, ils n’ont ni restauration ni moyens de transport, moins encore de logement. Ils attendent en vain le remboursement du billet d’avion qui leur avait été promis. L’un d’eux témoigne: «C’est depuis le 15 avril que je suis ici à Kinshasa. Et selon le programme du Conseil supérieur de la magistrature, nous devons suivre une formation pendant 3 mois. À la sortie des résultats du concours, selon le programme, le Conseil supérieur de la magistrature, en collaboration avec le ministère de la justice, devrait envoyer les billets pour les candidats qui étaient à l’intérieur. Normalement, c’est ce qui devrait être fait. Mais si l’argent ne venait pas, chaque candidat devait payer son propre billet, quitte à se faire rembourser à Kinshasa »

Cette situation de précarité aurait poussé certains d’entre eux à retourner dans leurs villes d’origine. D’autres par contre espèrent encore et passent la nuit dans les auditoires, au lieu de la formation.

Le secrétaire permanent du Conseil supérieur de la magistrature rassure. C’est juste un problème de temps et d’organisation. D’après Jean Ubulu, la liste de magistrats a été transmise aux partenaires qui doivent exécuter le budget. Et d’ici là, cette situation sera décantée et chaque magistrat lésé rentrera dans ses droits, a-t-il laissé entendre.

**Économie, Finances…**

***(******[RDC\_27](#RDC_27)) Radio Okapi – 11/5***

La société Platmin Congo, filiale de la firme sud-africaine Platmin, partenaire de la Gecamines pour des gisements exploitables à Kolwezi, au Katanga depuis 2005, a vendu ses parts aux chinois Zijin et Chine-Afrique Found pour près de 285 millions de dollars américains. Le gouvernement congolais et la Gécamines (Générale des carrières et des mines du Congo) dénoncent cette transaction conclue à leur insu. C’est vendredi dernier que les sociétés chinoises ont annoncé avoir acquis conjointement Platmin Congo.

Le ministère congolais des Mines et la Gécamines n’ont pas bien perçu cette transaction et la désapprouvent. Elle a été réalisée à l’insu du gouvernement et même de la Gécamines.

Platmin et Gecamines ont créé Somidec qui a déjà effectué environs 300 sondages sur les deux sites d’écaille C et de Deziwa. Des études de faisabilité estiment les gisements à 1 million de tonnes de cuivre (906.000 Tm Cu) et 55.000 tonnes de cobalt (56.876 Tm Co). Ces estimations représentent plus de 6 milliards de dollars. En exploitation, l’Etat congolais attend des bénéfices de plus de 600 millions de dollars en termes d’impôts.

Le gouvernement de la RDC souhaitait ainsi que Platmin achève l’exploration pour entrer en phase d’exploitation avec son propre financement. Et si Platmin Congo se vend aux Chinois comme c’est le cas à la suite de cette annonce, cela risque de retarder l’exploitation et de créer un flou dans l’exploitation des gisements, ce qui n’est pas du goût de la partie congolaise.

Des annonces de vente et d’achat sont très fréquentes sur les bourses et passent parfois inaperçues en RDC. Mais cette fois, le ministère congolais des Mines a été vigilant. Il s’en félicite.

***(******[RDC\_28](#RDC_28)) Reuters – 13/5***

Democratic Republic of Congo should renegotiate the terms of its Lake Albert oil deals to avoid the "oil curse" that has fed corruption and poverty in other energy producing nations, an advocacy group said on Thursday.

Companies, including U.K.'s Tullow Oil and South Africa's Divine Inspiration Group, have signed contracts with for blocks on the Congo side of Lake Albert but have been waiting for years for the deals to be ratified. "Urgent changes should be made to the contracts, legislation and regulatory regime covering oil," according to the report by Platform, a London-based human rights and environmental pressure group which said it had obtained copies of the deals.

Tullow's vice president of African business, Tim O'Hanlon, dismissed Platform's findings but declined to give specific comments. An official at Divine could not be reached.

Platform said Congo was offering terms in the contracts that would allow the companies to reap excessive profits without enough upside for the state, and that also fail to properly address transparency, health and the environment. The group added that Tullow's contract appeared less favourable to the state than Divine's. "If recognised, Tullow's contract will cut Congolese government revenues by over $10 billion (in comparison to the Divine contract) -- a figure equivalent to the country's entire national debt," Platform said.

Congo officials declined to comment Thursday, but the government has said in the past it is considering adopting an oil code favourable to companies to encourage the development of its remote deposits.

Platform, which issued a similar report last year faulting a Tullow oil deal in Uganda, said Congo should boost royalties and revise cost recovery and production sharing terms, noting they appeared to be more favourable to companies than in similar contracts for oil development in Uganda or Iraq.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/economie/2010/05/13/accords-petroliers-la-rdc-perd-plus-de-10-milliards-u-en-ituri/>

**Coopération internationale**

***(******[RDC\_29](#RDC_29)) Radio Okapi 13/5***

Le gouvernement congolais et l’Union européenne ont signé mercredi 12 mai onze programmes de coopération d’une valeur de plus de 400 millions de dollars américains. L’exécution de ces programmes démarre dans les prochains mois. Ces programmes visent à soutenir les efforts des autorités congolaises dans divers domaines, notamment le commerce, la décentralisation et la santé. Ce sont des dons sans crédits qui s’inscrivent dans le cadre du 10è Fonds européen du développement (FED). L’Union européenne ne pose pas des conditions pour ces fonds qui sont déjà disponibles.

Dans le domaine de la santé, l’aide de l’UE s’élève à 51 millions d’euros. Dans ce secteur, un grand programme est mis en œuvre pour améliorer les services de santé et l’accès aux médicaments dans les provinces suivantes: le Kasaï occidental, le Kasaï oriental, le Nord-Kivu et la Province Orientale.

Selon le chef de la délégation de l’Union européenne, Richard Zink, ce projet renforce les acquis du programme actuellement en cours et dont les résultats sont encourageants.

Concernant le commerce et la décentralisation, Richard Zink explique: « Pour la décentralisation, on a choisi quelques provinces pour aider à répondre aux défis qui se présentent, notamment le Nord-Kivu et Kinshasa. »

Mais, la question de la gestion rationnelle de tous ces fonds est relancée. Le ministre des Finances, Matata Ponyo rassure: « Il existe des règles très rigoureuses qui privilégient la transparence, l’efficience et la bonne gouvernance. Parce qu’il y a des mécanismes d’audit, qui sont faits régulièrement et de manière indépendante pour s’assurer que les fonds sont utilisés conformément aux objectifs. »

**RWANDA**

**Vie politique…**

***(******[RWA\_1](#RWA_1)) AFP – 12/5***

Le président rwandais Paul Kagame, qui a déjà annoncé son intention de briguer un deuxième septennat à la tête de son pays, n'a "aucun doute" sur une victoire de son parti, l'ex-rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), à la présidentielle du 9 août.

"Je ne vois aucune raison pour laquelle le FPR ne reviendrait pas avec une immense majorité de soutien de la part du peuple de ce pays et je n'ai aucun doute à ce sujet ", a déclaré mercredi M. Kagame sur les ondes de Radio Rwanda. "Je suis confiant que le FPR va gagner cette élection, et je ne procède pas par devinettes", a-t-il poursuivi, assurant que son parti avait "apporté des progrès et des changements qui sont visibles" dans le pays.

Un congrès national du FPR doit désigner ce week-end comme candidat au scrutin présidentiel M. Kagame, qui a massivement remporté les primaires de son parti dans tous les districts et provinces du pays.

**Justice, Droits de l’homme…**

***(******[RWA\_2](#RWA_2)) AFP – 10/5***

L'ancien directeur de publication du journal Kamarampaka, Bernard Hategekimana, a été condamné dimanche à la réclusion criminelle à perpétuité après avoir été reconnu coupable d'incitation au génocide de 1994 dans sa publication. Selon le jugement de la juridiction gacaca (prononcer gacaca) du secteur de Nyakabanda, dans la ville de Kigali, certains articles publiés peu avant le génocide par Kamarampaka "incitaient clairement les Hutus à tuer les Tutsis", selon des militants des droits de l'homme.

Le tribunal a aussi conclu que l'ancien journaliste tenait pendant le génocide, au quartier de Kimisagara, dans la capitale rwandaise, un barrage routier où plusieurs Tutsis furent tués.

À la chute de l'ancien régime en juillet 1994, Hategekimana s'était réfugié au Nord-Kivu, dans l'ex-Zaïre. Rentré au Rwanda à la fin des années 90, il n'avait pas réintégré le milieu de médias. Plusieurs autres journalistes rwandais ont été condamnés pour incitation au génocide.

***(******[RWA\_3](#RWA_3)) AFP – 11/5***

Le tribunal militaire de Kigali a reporté mardi d'un mois l'examen prévu le jour-même d'une demande de remise en liberté de l'ex-chef rebelle tutsi congolais Laurent Nkunda, détenu au Rwanda depuis plus d'un an, a-t-on appris auprès d'un de ses avocats.

Me Aimé Bokanga, du barreau de Kigali, a expliqué à l'AFP que le report était dû à des raisons d'ordre linguistique, l'autre défenseur de Nkunda, le Canadien Stephan Bourgon, ne comprenant pas le kinyarwanda, la langue choisie par les juges pour le déroulement des débats. "Le tribunal a reporté l'audience au 11 juin, le temps de trouver un interprète pour faciliter les débats", a indiqué Me Bokanga.

Les avocats de Nkunda soutiennent que l'ancien chef d'état-major des armées rwandaises, le général James Kabarebe, nommé ministre de la Défense le mois dernier, est responsable de "l'arrestation et de la mise en détention illégales" de leur client.

*Lire aussi sous :*

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFLDE64A2F020100511?sp=true>

***(******[RWA\_4](#RWA_4)) Panapress – 13/5***

Une équipe d'enquêteurs en provenance de France et de Norvège séjourne au Rwanda pour mener des investigations sur la responsabilité de présumés génocidaires rwandais en quête d'asile dans ces pays occidentaux, a appris la PANA mercredi auprès du parquet général de la République à Kigali.

Le porte-parole de l'instance de poursuite judiciaire rwandais, Augustin Nkusi a déclaré à la PANA qu'une équipe de deux juges français se trouvait au Rwanda depuis le 8 mai dernier, dans le cadre d'une enquête dans l'affaire du capitaine Pascal Simbikangwa, ancien officier dans le service de renseignement des ex-Forces Armées Rwandaise (ex-FAR), actuellement mis en examen par la justice française pour son rôle dans le génocide.

Une forte délégation d'enquêteurs allemands est également attendue cette semaine au Rwanda pour débuter les investigations dans le dossier impliquant un autre ressortissant rwandais exilé dans ce pays, le Dr Ignace Murwanashyaka, actuel président du mouvement rebelle Hutu rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), selon la même source.

Il est prévu également qu'une délégation de juges américains conduite par le Dr Jeffrey Richter, fasse un déplacement au Rwanda le 15 mai prochain pour une enquête incriminant Michel Twagirayezu, un ancien pasteur de l'Eglise Presbytérienne au Rwanda (EPR) qui vit aux Etats Unis et qui est accusé d'avoir commandité le massacre de plusieurs milliers de réfugiés Tutsi à la paroisse de Kirinda, indique-t-on de source judiciaire à Kigali.

Deux enquêteurs hollandais sont également attendus cette semaine au Rwanda pour entamer des investigations impliquant Augustin Basebya, un ancien membre du Parlement rwandais, qui est actuellement installé aux Pays-Bas et poursuivi pour son rôle dans les tragédies rwandaises de 1994, selon la même source.

Depuis l'an 2007, le Rwanda veut convaincre la communauté internationale d'extrader ou de juger quelque 97 suspects du génocide qui jouissent d'une liberté dans plusieurs pays occidentaux, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

**Coopération internationale**

***(******[RWA\_5](#RWA_5)) Reuters – 10/5***

The European Union gave Rwanda a 73.8 million euro ($99 million) grant on Monday for rural development, road building and governance programs in the tiny central African country.

Half the funds will be channelled through sector budget support, the EU said. Landlocked Rwanda is frequently praised by donors for its efficient and transparent use of aid, which have helped the country achieve an average 8 percent economic growth in the last decade. "These are key sectors of development, poverty reduction and consolidation of democracy," EU ambassador Michel Arrion said in a statement.

The EU said 32 million euro will be used to improve the main trunk route to Uganda. Another 12 million euro aims to improve justice, law and order and reconciliation in the tiny nation of 10 million, whose institutions were completely destroyed during a genocide 16 years ago.

Three months before a presidential poll, 5.3 million euro will help boost the capacity of the National Electoral Commission. The remaining 20 million euros and 4.5 million euro will help improve food security and soil conservation, the EU said.

**Relations extérieures**

***(******[RWA\_6](#RWA_6)) AFP – 12/5***

Le général Jean-Claude Lafourcade, ex-commandant de l'opération "Turquoise" au Rwanda en 1994, a regretté aujourd'hui que la France ait renoué des relations avec Kigali sans avoir "démenti" les accusations de génocide portées contre elle par le régime rwandais.

Dans une interview aujourd'hui sur France Info, le général Lafourcade a demandé que l'instruction ouverte il y a cinq ans sur ces accusations de génocide soit "enfin bouclée".

L'ancien commandant de l'opération militaro-humanitaire de la France au Rwanda, entre juillet et août 1994, vient de publier un livre "Opération Turquoise" (Perrin), dans lequel il dément toute participation ou complicité de l'armée française dans le génocide rwandais qui a fait 800.000 morts. "C'est une bonne chose de reprendre les relations avec le peuple rwandais" mais "on aurait aimé que cette reprise de relations s'accompagne d'un commentaire apportant un démenti à ces accusations de génocidaires dont nous sommes l'objet", a-t-il déclaré.

Le général Lafourcade a évoqué "les plaintes rwandaises déposées en 2005 contre nous pour complicité de génocide et crime contre l'humanité", regrettant que l'instruction sur ces plaintes "ne débouche pas". "Cela fait près de 5 ans que ça dure et je demande vraiment aux autorités judiciaires et politiques que ce dossier soit une fois pour toutes bouclé", a-t-il dit.

"C'est vrai que la France, pendant les trois années précédentes (au génocide) avait eu une coopération d'assistance militaire avec le Rwanda, donc un certain nombre d'officiers de l'armée française connaissaient un certain nombre d'officiers de l'armée rwandaise". "Je comprends la difficulté qu'ils ont pu avoir, pour certains, parce que le FPR (Front patriotique rwandais, les rebelles tutsis opposés au régime hutu de l'époque) avant notre arrivée avait menacé de tuer tous les Français qui viendraient", a-t-il reconnu, "donc il y avait une intention très belliqueuse de la part du FPR qui peut expliquer que certains sur le terrain aient eu des propos pour dire : oui effectivement l'ennemi c'est le FPR". Mais "dans les faits, j'affirme qu'il n'y a eu aucune partialité dans cette action" et que "les forces armées rwandaises n'ont bénéficié d'aucun appui et d'aucun secours de la part des soldats français", a-t-il assuré.

*Lire aussi sous :*

<http://www.leparisien.fr/politique/genocide-au-rwanda-le-chef-de-l-operation-turquoise-livre-sa-verite-09-05-2010-915323.php>